

Echange forêt contre crédit-carbone ?

LEMONDE.FR | 10.12.09 | 15h22 • Mis à jour le 10.12.09 | 17h33

Blaise regarde son ancien champ de manioc, transformé en zone de reboisement, en espérant que l'eau reviendra. Ce paysan d'Ampitabe, au centre de Madagascar, a cédé le terrain qu'il cultivait à sa communauté. A vrai dire, le sol épuisé ne donnait plus rien. Pour planter, la forêt qui recouvrait sa parcelle a été brûlée depuis longtemps. Les arbres n'ont plus joué leur rôle d'éponge naturelle de l'eau de pluie. La petite rizière située en contrebas s'assèche désormais à vue d'œil.

Pour ces agriculteurs malgaches, la déforestation a des conséquences dramatiques. Aidés par une des équipes du WWF local, ils tentent d'apprendre des techniques alternatives à la culture sur brûlis qui ravage la forêt de l'un des pays les plus riches en biodiversité du monde. A Ampitabe, l'enjeu est de taille pour l'association écologiste. *"Ici, le territoire est exploité depuis dix générations. Sous la pression démographique, la forêt se dégrade très rapidement"*, constate Appolinaire Razafimahatratra, chef de projet au WWF sur cette zone, à huit heures de route d'Antananarivo, la capitale. Le site se trouve à 5 km d'un corridor de forêt primaire, proche du point de rupture. Si les habitants n'ont pas le choix, ils brûleront encore pour cultiver et survivre.

VERS LA CRÉATION DE CRÉDITS-CARBONE ?

Ampitabe est l'un des cinq sites choisis par le WWF pour mener un projet de protection de 500 000 hectares de forêt. Le programme est mené en partenariat avec Action carbone, une association spécialisée dans la compensation créée par Yann Arthus-Bertrand. Car il devrait également conduire à mesurer la séquestration du carbone propre à la végétation malgache. L'une des clés de la lutte contre la déforestation pourrait en effet être la création de crédits-carbone, échangés entre pays industrialisés et pays du Sud sur un marché. Un crédit correspond à une quantité très précise de carbone non émis dans l'atmosphère, donc d'arbres qui n'auront pas brûlé.



Dans la zone de Fandriana, la pression démographique pousse les agriculteurs à migrer à l'intérieur du corridor de forêt pour défricher de nouvelles parcelles.

Le potentiel de stockage des forêts concernées par le programme du WWF-Action carbone se situerait entre 60 et 70 millions de tonnes eq. CO₂. Mais combien, précisément, seraient conservées par les efforts des milliers de villageois qui bordent ces zones ? *"On ne peut pas vendre un produit sans savoir ce que l'on a en stock !"* s'exclame Romuald Vaudry, coordinateur du projet pour Action carbone. *"Des estimations existent déjà pour Madagascar, mais elles sont basées sur les modèles des forêts amazoniennes ou du bassin du Congo. Les tonnages par hectare sont surévalués"*, explique-t-il.

Première étape : échantillonner la forêt. Une équipe est en ce moment occupée à débiter plusieurs espèces, de plusieurs tailles, pour les peser intégralement. Après la balance, une équation permettra d'évaluer le poids de carbone stocké par chaque type d'arbre. Un travail de titan. Pour établir une cartographie d'ensemble, ces études de terrain sont complétées par des technologies de pointe. Le programme scientifique, d'une durée de trois ans, est sponsorisé par Air France à hauteur de 5 millions d'euros. Sa spécificité et son ampleur ont suscité l'intérêt de centres de recherches comme l'université d'Antananarivo, l'Institut Carnegie de Stanford, l'IRD et le CNRS. Les scientifiques utilisent la télédétection par satellite et par radar, et la spectrométrie des sols. *"Ces techniques nous permettent de diviser par dix le nombre d'inventaires de terrain à fournir !"* lance Romuald Vaudry. *"Avec ces outils très pointus, nous pouvons tenir compte non seulement de la déforestation, mais aussi de dégradations spécifiques, comme les coupes sélectives d'arbres par exemple"*, ajoute Maminiaina Rasamoelina, coordinateur pour le WWF.

"COMMENT SERA RÉPARTI L'ARGENT DES CRÉDITS ?"

Les efforts déployés pour chiffrer la séquestration carbone de ces forêts seront pourtant vains si les causes de leur disparition ne sont pas résolues. *"Le carbone doit rester stocké pendant des décennies ! La propriété de la terre est un enjeu majeur. Ici, nous tentons de montrer que, lorsque les communautés locales ont des garanties, elles sont capables de gérer durablement la forêt"*, souligne Guillermo Castilleja, directeur de la conservation du WWF International. Le défi consiste à rendre les villageois à la fois responsables et bénéficiaires de la protection.

Sur les 500 000 ha concernés, le programme prévoit la création de nouvelles aires protégées sur 390 000 ha, au cœur de la zone. Mais aussi de zones de transfert de gestion des ressources naturelles de l'Etat vers les communautés elles-mêmes, sur 140 000 ha en périphérie. Dans le cas de la mise en place de crédits carbone, les communautés pourraient alors trouver un intérêt financier à leurs efforts. *"Le plus intéressant, dans la création d'un marché carbone, serait de permettre aux habitants de se projeter sur le long terme. Et c'est le forestier qui parle : une action de protection s'estime en fonction de la vitesse où pousse un arbre et de celle de la transmission d'une génération à la suivante !"* remarque Romuald Vaudry.



La zone de Frandriana, à Madagascar. Sur l'île, la culture sur brûlis et la création de pâturages auraient détruit près de la moitié de la forêt primaire en un demi-siècle.

Mais des inquiétudes planent déjà. *"Même si nous arrivons à établir un marché carbone pour la forêt, les questions vont se poser immédiatement : comment sera réparti l'argent des crédits ?"* interroge Guillermo Castilleja. Si les crédits en question correspondaient à des projets spécifiques, comment être assuré que les habitants de la zone concernée n'iront pas pratiquer la culture sur brûlis à quelques kilomètres de là ? Le bénéfice de la séquestration deviendrait alors nul. *"Il faudrait prédire la migration des populations : c'est trop compliqué ! Il faut comptabiliser au niveau national"*, estime Romuald Vaudry. A l'inverse, si les crédits étaient établis à l'échelle du pays, comment être assuré que les bénéfices en reviendraient bien aux communautés concernées ?

A Ampitabe, le transfert de gestion est attendu avec impatience par les habitants et devrait avoir lieu dans quelques mois, si le programme suit son cours comme prévu. Mais, dans le contexte politique agité de Madagascar, rien n'est moins sûr. La bonne volonté des habitants en matière de protection dépend avant tout de leurs ressources. *"Mettre en place un barrage de rizière pour intensifier la production et ne pas avoir besoin de recourir au brûlis exige des autorisations officielles. Et les autorités ont d'autres préoccupations en ce moment. Nous perdons du temps"*, déplore Maminiaina Rasamoelina. Dans une île sujette à des aléas de gouvernance, le risque existe que les rêves de crédits partent en fumée.

Cécile Cazenave